

EXCELSIOR

9^e Année. — N° 2.620. — 10 centimes. — Etranger : 20 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. — NAPOLÉON.

Jedi
17
JANVIER
1918

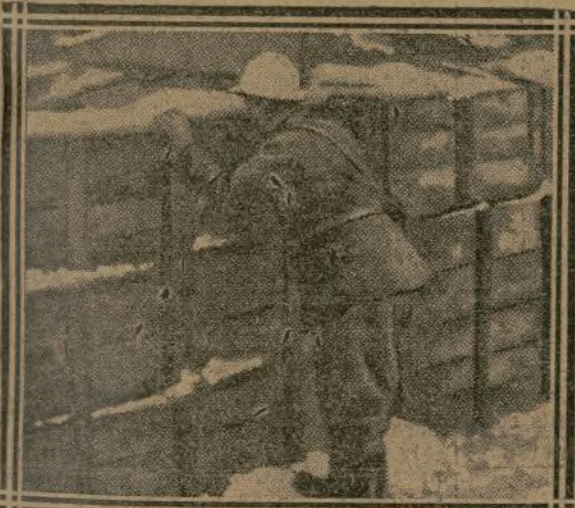
RÉDACTION & ADMINISTRATION
20, rue d'Enghien, 20 — PARIS (X^e)
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 15.00
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS :
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Etranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, B^{is} des Italiens. — Tél. : Cent. 80-88
:: PIERRE LAFITTE FONDATEUR ::

LE DÉPUTÉ LOUSTALOT A ÉTÉ ARRÊTÉ HIER



M. LOUSTALOT (A GAUCHE), ARRÊTÉ PAR M. PRIOLLET (A DROITE). C'est hier matin, à 8 h. 35, que fut effectuée, par les soins de M. Priollet, commissaire du camp retranché de Paris, la troisième arrestation de l'affaire Caillaux. Lundi : M. Caillaux. Mardi : M. Paul Comby. Mercredi : M. Loustalot. Voici ce dernier sortant de chez lui.

LE CASQUE BLANC



MODE PRATIQUE DE LA TRANCHEE Dans certains secteurs le casque a été peint en blanc ces jours derniers. Ainsi se confond-il avec la neige qui couvre le sol.

UNE MASCOTTE RUSSE



LE PETIT OURS MYSKA SUR LE FRONT Ce petit ours, auquel tiennent fort ses propriétaires, vient d'être ramené sur le front par les volontaires du général Lokhvitzky.

L'INSTITUTRICE DÉFAÏTISTE AU PALAIS



M^{lle} HELENE BRION PHOTOGRAPHIEE HIER AVEC SON AVOCAT L'institutrice défaitiste de Pantin, M^{lle} Brion, est venue hier au Palais pour s'entendre signifier par le capitaine Larcher, rapporteur auprès du premier Conseil de guerre, que la demande de mise en liberté provisoire qu'elle avait faite venait d'être rejetée.

L'ASPIRANT KRYLENKO



LE MINISTRE DE LA GUERRE RUSSE Nous avons déjà donné l'étonnante silhouette du matelot devenu ministre de la Marine. Voici, aujourd'hui, le fameux Krylenko.

LE DÉLÉGUÉ JOFFE



IL PRÉSIDA LA DÉLÉGATION RUSSE Avant l'arrivée de Trotsky à Brest-Litovsk, ce fut le commissaire Joffe qui présida la délégation du gouvernement maximaliste.

LE GÉNÉRAL BROUSSILOF BLESSÉ PAR UNE AUTO



L'ANCIEN GÉNÉRALISSIME DES ARMÉES RUSSES SUR SON LIT Nous avons dit comment le général Broussilov, qui commandait en chef les armées russes au moment de leur victorieuse offensive dans les Carpathes, fut blessé à la jambe par un camion automobile dans une rue de Petrograd. Le voici, veillé par sa femme.

M. BRIAND CHEZ LE CAPITAINE BOUCHARDON



L'ARRIVÉE, HIER, AU PALAIS DE L'ANCIEN PRÉSIDENT DU CONSEIL M. Aristide Briand, ancien président du Conseil des ministres, a été entendu hier par le capitaine-rapporteur Bouchardon au sujet de l'affaire Caillaux-Loustalot. Il est arrivé chez le juge à trois heures et demie. Sa déposition a duré environ une heure.

LES RÉPERCUSSIONS DE L'AFFAIRE CAILLAUX ARRESTATION DE M. LOUSTALOT

Hier matin, le député des Landes a été écroué à la Santé

Les journaux italiens publient des révélations sur les documents contenus dans le coffre-fort de Florence.

Les arrestations succèdent aux arrestations, les coups de théâtre se multiplient et les racontars vont leur train. Lundi, on arrêtait M. Joseph Caillaux; mardi, c'était le tour de M. Paul Comby; hier, on conduisait M. Loustalot à la Santé.

A la suite de cette arrestation, le commandant Julien, le capitaine Bouchardon, le lieutenant Joussein, qui est chargé d'instruire l'affaire; M. Mouton, directeur de la police judiciaire; le lieutenant Morget et M. Priollet ont tenu une conférence au Palais de Justice. Et, comme conséquence immédiate de cette réunion, deux perquisitions ont été opérées, sur lesquelles on s'est refusé à donner aucun détail.

M. LOUSTALOT EST CONDUIT A LA SANTÉ

M. Priollet, commissaire du camp retranché de Paris, accompagné de son secrétaire, M. Mercadier, et de deux inspecteurs de la police judiciaire, MM. Curmier et Cheneau, pénétrait, hier matin, à 8 heures, dans l'immeuble portant le numéro 39 de la rue de Moscou. Après avoir fait connaître sa qualité, le magistrat demandait à la concierge si M. Loustalot était chez lui. Sur la réponse affirmative de celle-ci, il montait au troisième étage et sonnait à la porte de l'appartement occupé par le député des Landes.

Celui-ci venait de se lever; il terminait sa toilette. Il se vêtait rapidement et se présentait devant M. Priollet, qui lui notifia le mandat de dépôt dont il était porteur.

M. Loustalot pâlit.

— Alors vous m'arrêtez? dit-il. On me croit donc coupable?... Lorsque j'ai appris l'arrestation de M. Paul Comby, j'étais loin de supposer que la mienne pût suivre. J'espérais qu'un non-lieu aurait été prononcé en ma faveur.

— Je suis porteur d'un ordre, répondit le magistrat. Je dois vous conduire à la prison de la Santé; je remplis ma mission.

Le député se mit aussitôt à la disposition de M. Priollet.

Entre temps, l'automobile grise du gouvernement militaire de Paris, celle qui, précédemment, transporta lundi M. Caillaux à la Santé, s'était arrêtée devant l'entrée de l'immeuble. Le bruit de l'arrestation s'était rapidement répandu. Passants et commerçants du quartier s'attroupèrent; la concierge ferma la porte.

A 8 h. 35, la porte se rouvrit pour livrer passage à M. Priollet, suivi de MM. Loustalot et Mercadier.

M. Loustalot se précipita dans l'automobile, qui démarra rapidement.

A neuf heures, le véhicule arrivait à la Santé.

Le nouveau détenu a été placé dans la cellule n° 20, voisine de celle de M. Paul Comby, dans le quartier de la « haute surveillance ».

LES DOSSIERS DÉCOUVERTS EN ITALIE

Les nouvelles sur le contenu du coffre-fort de Florence continuent à affluer d'Italie. Le *Giornale d'Italia* croit savoir que, d'après les documents trouvés dans le coffre, M. Caillaux se proposait de faire ar-



M. JOSEPH CAILLAUX
(Phot. H. Manuel.)

ter MM. Poincaré et Briand et tous les hommes d'Etat français qui se sont succédé au gouvernement au cours de ces dernières années.

Le général Sarraïl obtenait le commandement en chef des armées sur le front; M. Ceccaldi était nommé préfet de police, et le général Faurie, gouverneur de Paris.

Deux régiments, recrutés en Corse, auraient été appelés à Paris et auraient été placés sous les ordres de deux généraux amis de M. Caillaux.

Une loi aurait conféré à ce dernier des pouvoirs absolus. La Chambre et le Sénat auraient été dissous. Il y aurait eu en outre un Conseil d'Etat avec attribution de pouvoirs très différents de ceux qu'il possède actuellement.

A la suite d'un dernier effort militaire, M. Caillaux aurait soumis à un référendum populaire une proposition tendant à la signature de la paix.

Tous les représentants de la France à l'étranger auraient été destitués, et M. Barrère remplacé par un homme politique que certains disent devoir être M. Leygues.

Le coffre, ajoute le *Giornale d'Italia*, contenait encore des bijoux d'une valeur de 500.000 francs, ainsi que des livres étrangers: russes, anglais, portugais, d'une valeur d'un million et demi, et trois dossiers de documents.

Un dossier intitulé: « Mon refus » contenait les lettres échangées entre M. Caillaux et des personnalités de Zurich qui réclamaient de l'argent et des sauf-conduits pour la France, demandes auxquelles l'ancien président du Conseil opposa toujours un refus catégorique.

Comme M. Loustalot sortait du greffe de la prison pour être conduit dans sa cellule, il prononça ces quelques mots:

— Qui aurait pu penser, à l'époque déjà lointaine où j'assistais à l'inauguration de ce monument, qu'un jour une place m'y serait réservée?

A la prison de la Santé

Le député des Landes a été autorisé à faire venir son déjeuner d'un restaurant voisin de la prison et il a mangé de fort bon appétit. Dans l'après-midi, son défenseur, M. Marcel Pasquier, qui avait obtenu du capitaine Bouchardon un permis de communiquer, a eu un long entretien avec son client. M. Loustalot a passé le reste de la journée à écrire. Il a demandé l'autorisation de faire venir des vêtements en laine.

L'inculpation

A la date du 11 décembre, M. Paul Deschanel annonçait à la Chambre qu'il avait reçu des demandes en autorisation de poursuites contre deux membres de la Chambre. Le lendemain, il donnait communication des réquisitoires du général Dubail, gouverneur militaire de Paris, tendant à obtenir la levée de l'immunité parlementaire à l'égard des députés visés: MM. Caillaux et Loustalot.

Aux termes de ce réquisitoire, le député des Landes est accusé d'avoir été en relations avec Cavallini, lui-même inculpé, en Italie, d'intelligences avec l'ennemi. Par l'intermédiaire de Cavallini, il serait entré en rapports avec l'ex-khédive d'Egypte, Abbas-Hilmi, et Yaghen Mohamed pacha, personnage de l'entourage du khédive, agents à la solde de l'Allemagne.

Le 16 décembre, après avoir entendu MM. Loustalot, Clemenceau, Ignace et Nail, la commission se prononçait, par 9 voix et 2 abstentions, pour la levée de l'immunité parlementaire.

Le 22 décembre, la Chambre votait à mains levées la suspension d'immunité de M. Loustalot.

M. BRIAND CHEZ LE CAPITAINE BOUCHARDON

Dans l'après-midi d'hier, le capitaine Bouchardon a recueilli les déclarations de M. Aristide Briand sur les deux démarches faites auprès de lui par M. Loustalot.

L'ancien président du Conseil a confirmé que celui-ci lui avait manifesté son désir de se rendre en Suisse auprès de l'ex-khédive Abbas-Hilmi.

— Gardez-vous en bien, lui déclara M. Briand, l'ex-khédive est un agent de l'Allemagne.

Et il s'était efforcé de détourner le député des Landes de son projet, sinon dangereux, pour le moins imprudent.

Un autre dossier contenait des lettres de plusieurs journaux français et surtout des lettres d'Almécida, auquel, comme il ressort de leur lecture, M. Caillaux faisait de fréquents envois d'argent en approuvant les directives du *Bonnet Rouge*.

Aucune personnalité italienne n'est mise en cause dans ces documents.

M. Caillaux en Italie

On écrit d'Italie que, au cours de son voyage, M. Caillaux avait séjourné plusieurs jours à Florence en compagnie de Mme Caillaux.

Pendant son séjour dans cette ville, l'ancien président du Conseil avait engagé des conversations avec M. Covacciotti en vue de l'achat d'un journal. M. Caillaux aurait manifesté le désir de contrôler un certain nombre de journaux italiens.

La location du coffre-fort

ROME, 16 janvier. — Le 6 octobre 1916, Mme Caillaux se rendit à la Banque de Florence, loua un coffre-fort au nom de Mme Caillaux.

Lorsqu'on parla de l'affaire Bolo, le directeur de la succursale de Florence informa le directeur général de la Banque de l'existence du coffre-fort de Mme Caillaux.

La direction générale alors donna l'ordre de se tenir à la disposition des autorités et, le 6 janvier dernier, à une heure de l'après-midi, un fonctionnaire de la police s'empara des documents contenus dans le coffre-fort.

C'est à la suite de la commission rogatoire de l'autorité judiciaire française que la perquisition a été faite par les autorités italiennes. Chaque document a été copié et transmis au capitaine Bouchardon. Les originaux sont restés en Italie.

Le dossier et les objets appartenant à M. Caillaux ont été transportés de Florence à Rome, dans une petite caisse, sous la garde de fonctionnaires et d'agents de la sûreté.

DÉCLARATIONS DE M. SICORE jurisconsulte de l'ambassade d'Italie sur les perquisitions de Florence

Avant-hier, au cours de la séance à la Chambre des députés, M. Lafont intervint pour protester contre ce fait que l'ouverture du coffre-fort opérée au siège de Florence de la Banca di Sconto Italiana avait eu lieu hors la présence de l'inculpé ou de son mandataire, de sorte que cette perquisition lui apparaissait comme illégale.

Il était indispensable de connaître la valeur de ce point de vue. Nous nous sommes donc rendu chez M. Maurice Sicore, jurisconsulte de l'ambassade d'Italie, et nous l'avons prié de nous donner son avis.

— Je n'ai aucune opinion personnelle à vous formuler, nous a-t-il déclaré, et je m'abstiendrai de tout commentaire sur la

façon dont on a pu apprécier la procédure italienne qui, évidemment, était la seule applicable en la circonstance.

— Cette procédure a été ponctuellement suivie. Je m'en rapporte au code pénal du royaume d'Italie, qui, à l'article 143, s'exprime de la sorte:

« Si le prévenu dans l'habitation ou le domicile duquel la perquisition est opérée est présent, ou s'il est en état d'arrestation, il pourra y assister ou désigner une personne pour le représenter.

« Si la perquisition doit être opérée en d'autres maisons que celle du prévenu, le juge appellera pour y assister le maître ou le gardien, s'ils s'y trouvent; à leur défaut, il appellera deux parents ou voisins; à leur défaut, il pourra également procéder à la perquisition. »

Il ne faut pas oublier dans le cas particulier qui nous occupe qu'un fonctionnaire du consulat de France à Florence a assisté à la perquisition, bien que sa présence, comme le précise l'article précité du code italien, pût être considérée comme superflue.

CE QUE NOUS DIT LE FRÈRE DE M. CECCALDI

Nous avons eu l'occasion de rencontrer le frère de M. Ceccaldi qui, interrogé par nous sur les projets de M. Caillaux concernant M. Pascal Ceccaldi, nous a dit:

— Mon frère est absent; vous pourriez votre temps à le chercher ou à l'attendre. Il ne vous dirait rien de ce que vous désirez savoir, pour la raison bien simple qu'il ignore tout lui-même. C'est par les journaux qu'il a appris qu'il serait inscrit sur les papiers trouvés à Florence.

DEUX NOUVEAUX TÉMOINS ENTENDUS

Le capitaine Bouchardon a entendu, hier matin, deux nouveaux témoins dans l'affaire Caillaux. Le premier est M. Calander, inspecteur des wagons-lits sur le P. L. M., qui a fourni des renseignements sur les voyages de l'ancien président du Conseil. A propos de ces mêmes faits, M. Poncet, commissaire spécial à la gare de Lyon, était venu déposer ces jours derniers. Le second témoinage recueilli est celui d'un agent du ministère de l'Intérieur, dont on fait soigneusement le nom.

L'IMPRESSION EN AMÉRIQUE

NEW-YORK, 15 janvier. — L'arrestation de M. Caillaux a été favorablement accueillie en Amérique, où elle est considérée comme la preuve que M. Clemenceau est décidé à agir énergiquement pour réprimer toute intrigue déstabilisatrice.

Même avant l'affaire Bolo, le département des affaires étrangères était bien renseigné sur le voyage de M. Caillaux en Italie, et ses agissements suspects avaient éveillé l'attention des agents américains. (Radio.)

WASHINGTON, 16 janvier. — M. Lansing a refusé de commenter le télégramme de Paris annonçant que d'importants documents relatifs à M. Caillaux devaient être publiés à Washington.

Il semble certain cependant que M. Caillaux est impliqué dans la correspondance du comte von Luxbourg, que possède le département d'Etat. On ignore encore quand cette correspondance sera publiée. (Havas.)

L'IMPRESSION AU VATICAN

ROME, 15 janvier. — On affirme, dans les milieux religieux, que la nouvelle de l'arrestation de M. Caillaux et de la découverte de nouveaux documents a été accueillie au Vatican avec la plus grande indifférence. A la secrétairerie d'Etat on déclare, en effet, que le Saint-Siège n'a rien à voir dans les événements actuels. Les personnalités mis en cause se montreraient même heureux que les autorités françaises et italiennes fissent toute la lumière sur cette affaire, car l'enquête permettrait d'établir qu'ils n'y ont été mêlés en rien.

POUR INTENSIFIER LE RECRUTEMENT INDIGÈNE EN AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Le ministre des Colonies, M. Henry Simon, vient d'adresser aux gouverneurs de l'Afrique-Occidentale et de l'Afrique-Equatoriale Françaises un mémoire précisant les conditions dans lesquelles les indigènes seront appelés à prouver leur attachement et leur fidélité à la patrie en devenant soldats français.

Recruter des soldats, étendre la conscription, substituer l'appel à l'engagement volontaire, mais, en même temps, accorder aux appelés les avantages consentis déjà aux engagés, étendre le code de l'indigénat en faveur de ceux qui auront généreusement versé leur sang pour la France, faciliter leur naturalisation, créer pour eux des sanatoria, leur réserver des emplois spéciaux, grouper une élite dans les écoles de médecine ou d'agriculture, améliorer les conditions d'existence de la population noire tout entière, enrichir le pays en augmentant sa production: voilà l'œuvre d'ensemble que trace le ministre à ses agents africains, œuvre qui est fixée en une série de décrets.

Au *Journal Officiel* de ce matin paraît la constitution de la mission chargée d'intensifier le recrutement des troupes noires. A sa tête est placé le député du Sénégal, M. Diagne, commissaire de la République, auquel est adjoint M. Pierre-Ally, chef adjoint du cabinet du ministre des Colonies et assimilé aux gouverneurs.

LE SECOND DES "AS" ALLEMANDS, H. MULLER VIENT DE SE TUER

Il avait remporté, affirment les communiqués ennemis, 38 victoires.

GENÈVE, 16 janvier. — L'aviateur bavarois lieutenant Hans Muller, qui avait 38 victoires à son actif, a été tué à la suite d'un accident survenu au cours d'un vol. (Radio.)

L'aviation allemande vient de faire une perte très importante en la personne du lieutenant Hans Muller qui, sur la liste des « as », occupait la seconde place avec 38 victoires, contre 63 au capitaine baron von Richthofen, « as des as » actuel, dont on ne parle plus que très rarement.

Le lieutenant Hans Muller sortait du rang. En Allemagne, rares sont les sous-officiers admis à passer au grade supérieur. On ne connaît que deux cas dans la cinquième arme: celui du vizefeldwebel Hans Muller, promu lieutenant en l'honneur de son 27^e succès, le 3 septembre 1917, et celui du vizefeldwebel Buckler, nommé officier le 18 novembre 1917, jour où il se vit reconnaître trois victoires (une contre un avion, deux contre des drachens), ses 27^e, 28^e et 29^e.

Jamais Muller n'avait été signalé au communiqué Wolff pour ses dix-neuf premières victoires. Ce système permet de jon-



L'« AS » ALLEMAND HANS MULLER

gler avec les résultats. L'« as » est signalé le 10 août 1917 comme ayant abattu ses 20^e et 21^e avions. Il triomphe, le 17, de son 22^e; le 19, de ses 23^e et 24^e; le 21, de ses 25^e et 26^e. En Allemagne, on vous délaisse longtemps, mais, le jour où l'on commence à s'occuper de vous, on ne lésine pas: 7 avions en onze jours, dont 5 en cinq jours, c'est peut-être du travail à la Guyonnière, mais je doute que même Hans Muller ait pu obtenir pareil résultat. On a abusé, l'allure va être ralentie: le 27^e est abattu le 3 septembre; le 28^e n'est pas signalé, et c'est le 5 octobre que l'agence Wolff annonce le 29^e succès. Du 22 au 28, l'« as » descend ses 30^e et 31^e. En novembre, le 32^e est porté au compte du 8. On passe sous silence les 33^e et 34^e.

Et décembre rappelle un peu l'envoie du mois d'août: le 2, Muller abat le 35^e; le 6, le 36^e; le 8, le 37^e, et le 16, le 38^e. Ce devait être le dernier.

L'aviation allemande est plus brillamment représentée maintenant sur le martyrologe que sur le palmarès. Le tableau ci-dessous le prouve:

VIVANTS	
Capitaine von Richthofen.....	63
Lieutenant Buckler.....	30
— von Bulow.....	28
— Berchold.....	28
— Berner.....	27
— Bongartz.....	27
— Larzer.....	26

MORTS	
Lieutenant Voss.....	49
Capitaine Baelcke.....	40
Lieutenant Goutermann.....	39
— Hans Muller.....	38
— Wolff.....	33
— Altemeinder.....	30
— Schaefer.....	30

Notons en outre qu'à l'heure actuelle les Allemands comptent 28 « as » vivants contre 38 morts. — JACQUES MORTANE.

Vapeur anglais coulé

AMSTERDAM, 16 janvier. — On annonce que le vapeur anglais *Westpolder* a coulé au large de Schweninge, par suite d'un torpillage ou de la rencontre d'une mine. On compte cinq noyés et deux blessés. Douze survivants ont été ramenés à Schweninge.

VENTE AUX ENCHÈRES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE JULES CLARETIE

Elle réunit un public nombreux de libraires, d'hommes de lettres et d'amateurs.

La vente des livres de la bibliothèque Jules Claretie réunissait, ces trois jours derniers, à l'Hôtel Drouot, un public nombreux de libraires, d'hommes de lettres et d'amateurs. Ce fut une belle vente et qui atteignit, pour divers ouvrages, des prix qui déconcertèrent les marchands.

De même qu'il y a le langage des fleurs, il y a, tout aussi silencieux, le langage des ventes.

Un monsieur, face au commissaire-priseur, baisse la tête et laisse tomber son menton; un autre, dans le coin de la salle, lève le sourcil. Pas un mot n'est dit, mais c'en est assez pour indiquer au crieur et au commissaire-priseur, qui s'envoient brièvement la réplique, qu'ils ont à prendre et peuvent, jusqu'à un changement d'attitude chez les patients, surenchérir. Entre eux les chiffres s'envoient, rapides: « Cent cinquante...; soixante-quinze...; quatre-vingt dix...; deux cents... ». L'homme au menton a légèrement relevé la tête. L'enchère cesse... c'est le sourcil qui l'emporte. Adjudé!

Comme à la roulette, il y a des chiffres fatidiques. Pour une série de livres d'inégale valeur l'enchère, plusieurs fois de suite, s'arrête à trente et un francs. C'est tout au plus si on ne dit pas: « C'est le 31 qui sort ». Et cette impression s'accroît quand, avec un accent de croupier, le crieur, qui répond au joli nom de Chapeau, poursuit l'enchère: « Trente... trente et un... Meltons sur trente et un ».

Dans la salle quelques curieux ont pris place. De vieux messieurs qui portent des foulards ou des cols d'astrakan genre baby et qu'on ne peut accuser de venir se chauffer, car il fait froid; d'autres à profil de père noble, des bouquinières; des marchands. Debout, le commissaire-priseur domine cette assemblée, son marteau désigne tour à tour deux acquéreurs placés aux extrémités de la salle: on dirait qu'il tend, au-dessus de nos têtes, un grand fil. Un vieillard qui se fait gloire d'avoir été chez Poulet-Malassis et d'y avoir connu les auteurs s'indigne de voir Les Corbeaux, de Becque, « faire » 400, Les Epaves, de Baudelaire, avec une eau-forte de Rops — 360, et 147 francs Les Paradis artificiels.

Autrefois, dit-il, on trouvait cela dégoûtant.

Tout change! Mais c'est sans doute aussi pour protester contre le mauvais goût du siècle qu'un amateur paie 180 francs Les Jambes de Barbier (Auguste), augmentées du faire-part de décès du défunt.

Bien des modernes n'atteignent pas cette cote. Paul Adam, encore qu'il ait adressé à Jules Claretie l'hommage de sa parfaite dévotion, ne dépasse pas 20 francs. L'anglais tel qu'on le parle atteint la même enchère: d'Annunzio, à part un exemplaire de La Ville Morte contenant une lettre de Sarah Bernhardt à Sarcey, se tient entre 20 et 40. C'est également les prix qu'atteignent les Bourget qui ne sont pas sur papier cuve, et que dépassent à peine Caillaux, Capus et Brioux. Avec Mme Julia Bartet les prix s'élèvent. Sa *Causerie sur l'Art dramatique* est enlevée à 110 francs. Pierre Wolff, pour 150 francs, devient l'heureux possesseur d'une délicieuse édition de *La Conversion d'Alceste*, de Courteline, et, pour 47 francs, M. Arthur Meyer achète le roman de M. Georges Clemenceau: *Les plus forts. Les Honnêtes Femmes*, de Becque, sont tarifées 25 francs, tout comme *La Courtisane* d'Arnould, tandis que *La Fille de Roland*, enrichie d'une aquarelle «représentant Charlemagne sur son trône», est poussée jusqu'à 340 francs.

Mais ce sont là de petites enchères; un peu plus tard, une édition de *Severo Torelli*, ornée de dessins à la plume et agrémentée d'un sonnet inédit qui témoigne d'un bon naturel, Il dira longtemps, Claretie. Que nous étions de bons amis, s'enlève à 805 francs. Une poésie inédite, augmentée aussi, pour les amateurs, l'air des *Odes Fumambulesques*, vendues 710 francs, et celui du *Baiser*, de Banville, 210 francs, et 310 *Les Pipeaux* de Rosemond Gérard.

Les poètes n'ont pas seuls, en ces premières journées, la gloire des grosses enchères. L'Adolphe de Benjamin Constant, avec une lettre de l'auteur, va jusqu'à 360; *Les Diaboliques*, la plus forte enchère pour Barbey d'Aurevilly, 230; *Salammbô*, 383; *L'Education sentimentale*, avec une lettre fort curieuse de Flaubert, 400; *César Bittereau*, 123. On laisse, malgré la vie chère, *Le Repas du lion* à 95 francs... Un monsieur paie 210 francs *Les Effrontés*, aux armes de Napoléon III.

Les enchères s'animent avec la vente du théâtre des Dumas, que se disputent un auteur dramatique et un impresario. Toujours jeune, *La Dame aux Camélias* obtient 500; *Denise*, 240; *La Femme de Claude*, 270. On a, pour 82 francs, *L'Ami des Femmes*, et *Diane de Lys* pour 200 francs, et, pour 24 francs, *La Lorette* de Goncourt.

Ce furent, naturellement, les livres anciens qui obtinrent le record de la plus haute enchère. Une admirable édition de Molière, illustrée par Boucher, fut achetée, par un libraire, 2.800 francs. L'œuvre de Briou, *Les Costumes de la Comédie*, ayant appartenu à Madeleine Brohan, fit 1.050; *Les Caractères de Théophraste*, 590; *L'Enfer de Cupido*, poème très rare sur les tribulations que fait endurer l'amour, 440; le *Koran*, 450, et 280 les *Mémoires de M. d'Artagnan*, capitaine-lieutenant de la compagnie des mousquetaires du Roy.

Toutes ces enchères furent dépassées par celles qui, le troisième jour de la vente, couvrirent *La Légende de sainte Radegonde*, 2.520, inférieures encore au prix qu'atteignit Victor Hugo, roi du concours. On se disputa le *Conservateur littéraire*, qu'un heureux amateur emporta pour 3.055 francs; *Lucrèce Borgia* à 3.705, et à 2.705 francs *Marie Tudor*.

La veille, deux livres modernes se partageaient le record de la basse enchère: *Mélenis, conte romain*, et *Le Mauvais Elé*, tradition dalmate, 2 francs.

Huguette GARNIER.

LEÇONS PAR CORRESPONDANCE PIGIER

Rue de Rivoli, 53, PARIS
Commerce, Comptabilité, Sténo-Dactylo, Langues, etc.



M. DIAGNE
M. ALYPE
(Phot. Henri Manuel.)

Les autres décrets ont pour but d'élargir considérablement la juste politique indigène dont notre pays a toujours donné l'exemple au cours de son histoire coloniale.

LE BILLET DE SCHOMBERG

PAR JACQUES CÉSANNE

Le roi Alphonse VI de Portugal était joueur, querelleur et buveur.

Il avait un faciès d'arrière, aux oreilles de faune, et devait à ses habitudes d'intempérance une paralysie précoce qui lui avait noué la langue et tordu le visage, si bien que sa conversation se réduisait à de brèves onomatopées, et qu'il faisait une grimace horrible quand il prétendait sourire.

C'est ce phénomène, dont nulle lavandière du royaume n'aurait voulu, qui, par le jeu des institutions diplomatiques, était devenu, en 1666, l'époux de la charmante Marie-Françoise-Isabelle de Savoie-Nemours.

Il y avait deux ans que durait cette étrange union, et, depuis deux ans, Marie-Françoise ne songeait qu'aux moyens de la rompre.

Il lui fallait d'abord détrôner le roi, ensuite obtenir de la Cour de Rome l'annulation d'un mariage que le Ciel n'avait pas béni; après quoi, elle saurait bien concilier les intérêts de la dynastie avec les penchants de son cœur.

C'était un vaste projet, pour la réalisation duquel les lumières de son confesseur, le P. de Ville, n'étaient point superflues. Sur le conseil de ce dernier, elle avait cherché à s'assurer l'appui du comte de Schomberg, ce condottiere de génie dont Louis XIV devait faire plus tard un maréchal de France, et qui, pour le moment, se trouvait à la tête des armées du Portugal.

Mais Schomberg était d'une admirable prudence, et jusqu'alors il n'avait répondu qu'assez évasivement aux suggestions de la reine. Cependant, il venait de lui écrire une lettre, dans laquelle, abandonnant sa réserve coutumière, il lui indiquait les moyens qu'il pensait être les meilleurs pour assurer le succès de l'entreprise, et même lui promettait son concours, ainsi que celui des troupes qu'il commandait.

La reine procédait à sa toilette de nuit, quand on lui remit le précieux billet. Elle attendit d'être seule pour le décaucher, puis, l'ayant lu et relu, elle éprouva une joie si grande qu'elle ne put s'endormir qu'à l'aube.

Quand elle s'éveilla, il était tard, et le roi se trouvait déjà dans la chapelle du palais. Elle se fit habiller à la hâte pour aller l'y rejoindre, mais l'office divin était alors presque terminé, et elle dut en attendre un autre, tandis que le roi s'éloignait.

Marie-Françoise n'aimait pas les contretemps. Cependant elle se mettait en devoir d'élever son âme vers le Seigneur, lorsque, tout à coup, une pensée profane s'introduisit insidieusement dans son esprit : le billet de Schomberg ! Qu'était devenu le billet de Schomberg ? Elle ne se souvenait pas de l'avoir rangé dans son secrétaire, elle ne l'avait pas emporté avec elle... L'aurait-elle donc laissé sur son lit ? Et, dans ce cas, en quelles mains pouvait-il tomber ?

Elle se pencha vers son confesseur et lui dit tout bas :

— Mon Père, pour l'amour de Dieu, allez vite jusqu'à ma chambre, et rapportez-moi la lettre de Schomberg que j'ai dû laisser sur mon lit !

Le Père courut aux appartements royaux avec autant de rapidité que pouvait le lui permettre ses petites jambes. Il y arriva tout essouffé, mais force lui fut de revenir comme il était parti. Il n'avait, en effet, osé se risquer à pénétrer dans la chambre de la reine, car le roi s'y trouvait déjà.

Marie-Françoise était sur des charbons ardents : à chaque minute, les chances augmentaient pour que son époux découvrit la missive, si, par bonheur, cette terrible éventualité ne s'était pas encore réalisée... Et le chapelain, trop heureux du hasard qui lui permettait d'offrir devant la reine, n'en finissait pas de dire sa messe !

Marie-Françoise se pencha derechef vers son confesseur :

— Mon Père, murmura-t-elle, je crois que le plus simple serait que je me trouvasse mal.

— C'était précisément ce que j'allais conseiller de faire à Votre Majesté, répondit le saint homme.

Alors, elle poussa un faible cri et se laissa choir avec un naturel parfait... On la porta chez elle, à demi évanouie.

Lorsqu'il vit la reine en pâmoison, le roi ordonna qu'on remit le lit en état. C'était ce qu'il fallait éviter. La reine feignit donc de se trouver un peu mieux, et, d'une voix mourante, elle demanda qu'on voulût bien la coucher au plus vite, sans prendre ce souci. On lui obéit, et ce fut un très doux moment pour elle que celui où elle sentit, sous l'oreiller, le papier froissé du billet...

Bientôt, la conspiration éclatait. Grâce à l'appui de Schomberg, le programme que s'était tracé la reine s'exécutait de point en point. Et, libre de sa destinée, elle prenait enfin l'époux de son choix, après avoir fait conduire l'ex-roi à Terceira d'abord, à Cintra ensuite, où il mourut, dans sa prison, quinze ans plus tard.

Jacques CÉSANNE.

La propagande défaitiste

Le capitaine Larcher, rapporteur au premier conseil de guerre, a signifié, hier, à Mlle Hélène Brion, l'insultatrice de Paulin Inculpe de propagande défaitiste, que le général Dubail, gouverneur militaire de Paris, rejetait la demande de mise en liberté provisoire qu'elle avait adressée.

5 HEURES DU MATIN DERNIÈRE HEURE 5 HEURES DU MATIN

NOUVEL ULTIMATUM RUSSE A LA ROUMANIE

Le corps diplomatique fait mettre en liberté M. Diamandy.

A la suite de la démarche diplomatique que nous raisions prévoir hier, le ministre de Roumanie à Petrograd a été relâché. Mais le gouvernement maximaliste a envoyé un ultimatum au gouvernement de Jassy.

Cette sommation a pour origine les mesures de précaution prises à l'égard des formations russes qui, sur le front roumain, répandaient l'esprit d'indiscipline et d'anarchie.

Le Soviet des commissaires du peuple exige du gouvernement roumain : la mise en liberté des « autorités de la 49^e division révolutionnaire », la punition de ceux qui ont décidé ces arrestations ainsi que les actes « illégaux » de l'autorité roumaine. Le Soviet exige également que la garantie lui soit donnée que de pareils faits ne se reproduiront plus.

S'il n'a pas satisfaction dans les vingt-quatre heures, le Soviet menace la Roumanie de recourir à des mesures de guerre les plus énergiques.

Reste à savoir de quels moyens le pouvoir maximaliste disposera pour mettre son ultimatum à exécution. Entre lui et la Roumanie, se trouve la République d'Ukraine qui, elle aussi, avait écarté le péril révolutionnaire. La sommation lancée à la Rada de Kiev n'avait en aucune suite. Celle qui vient d'être adressée à la Roumanie pourrait bien avoir le même sort.

PETROGRAD, 16 janvier. — A la suite de l'arrestation de M. Diamandy, ambassadeur de Roumanie, le corps diplomatique, composé de vingt représentants, s'est réuni à l'ambassade des Etats-Unis, afin de protester auprès du gouvernement maximaliste.

A 2 heures de l'après-midi, M. Lenine a reçu les ambassadeurs qui lui ont donné lecture d'un document énergique, réclamant la mise en liberté immédiate de M. Diamandy et du personnel de la légation.

PETROGRAD, 16 janvier. — Comme conclusion à la protestation des représentants des puissances, M. Diamandy, ministre de Roumanie, a été mis en liberté, hier à trois heures de l'après-midi, sur un ordre téléphonique de M. Lenine au commandant de la forteresse Pierre-et-Paul.

La commission des accords territoriaux continue ses travaux

PETROGRAD, 16 janvier. — On mande de Brest-Litovsk, via Vienne, en date du 15 janvier :

« Aujourd'hui ont continué les pourparlers des commissions autrichienne, allemande et russe, concernant le règlement des questions territoriales et politiques. « Malgré des différences encore considérables dans les points de vue des deux parties, un certain rapprochement a pu être constaté sur quelques points. » (Havas.)

Un attentat contre M. Lenine

PETROGRAD, 15 janvier. — (Source maximaliste). — Hier, après avoir accompagné la garde rouge socialiste qui parlait pour le front, M. Lenine rentrait en automobile, quand quatre coups de revolver furent tirés sur la voiture sans résultat.

Les Russes se disposent à évacuer l'Arménie

PETROGRAD, 16 janvier. — Le Conseil des commissaires du peuple vient de proclamer par un décret que la Russie soutient le droit des Arméniens en Russie et en Turquie jusqu'à l'indépendance complète et le droit régulier de déterminer leur destination.

Aussi décide-t-il le retrait immédiat des troupes de l'Arménie turque et l'organisation immédiate d'une milice du peuple arménien, dans le but d'assurer la sécurité personnelle et celle des biens dans l'Arménie turque.

(Les Russes, en voulant assurer le bonheur des Arméniens, ne vont-ils pas simplement les jeter aux mains des Turcs ?)

M. Trotsky anrait demandé la participation de Liebknecht aux pourparlers de Brest-Litovsk

BALE, 16 janvier. — La Gazette de Lauenbourg dit que, selon les nouvelles arrivées de Brest-Litovsk, M. Trotsky a demandé à Brest-Litovsk que tous les socialistes emprisonnés en Allemagne, et au premier lieu M. Liebknecht, dont il a réclamé la participation aux négociations de la paix, soient remis en liberté. (Havas.)

Les maximalistes font appel au « travail obligatoire »

PETROGRAD, 16 janvier. — Le gouvernement maximaliste, se rendant parfaitement compte de la situation réelle de la Russie, adresse à « tous » un appel en faveur du travail.

LES COMMUNIQUÉS OFFICIELS

Front français

14 HEURES. — Rien à signaler au cours de la nuit, en dehors d'une canonnade assez vive en Alsace, entre la Thur et la Doller. Le chiffre des prisonniers que nous avons faits au cours du coup de main d'hier, dans la région de Badonviller, dépasse la quarantaine, dont 1 officier.

23 HEURES. — Faible activité d'artillerie sur tout le front. Dans la région à l'est de Saint-Dié, un coup de main ennemi sur un de nos petits postes a complètement échoué.

Front britannique

13 HEURES. — Aucun événement important à signaler sur le front britannique.

21 HEURES 30. — Au cours d'un coup de main effectué ce matin par l'ennemi sur un de nos postes au nord-ouest de Saint-Quentin, deux de nos hommes ont disparu.

Aucun autre événement à signaler sur l'ensemble du front.

Front italien

Hier, dans la matinée, dans la région du mont Asolone, une forte concentration de feux et des tentatives de contre-attaque

L'AFFAIRE CAILLAUX LE GOUVERNEMENT AMÉRICAIN A PUBLIÉ LES DOCUMENTS BERNSTORFF

Il s'agit des dépêches où l'ancien ambassadeur d'Allemagne aux Etats-Unis a mis en cause l'ex-président du Conseil français.

Nous avons dit, en annonçant l'arrestation de M. Caillaux, qu'elle avait été déterminée par les documents découverts dans le coffre-fort de Florence et par la communication au gouvernement français de télégrammes importants du comte Bernstorff, mettant en cause l'ancien président du Conseil, ainsi que d'une note, de la censure allemande interceptée par les Etats-Unis. Voici le texte de ces documents :

WASHINGTON, 16 janvier. — Le département d'Etat a communiqué à la presse les télégrammes suivants :

Le comte Bernstorff à son gouvernement : 4 février 1915, n° 178. Buenos-Aires m'a fait parvenir le message suivant :

N° 22. — Caillaux a quitté Buenos-Aires après un court séjour, se rendant directement en France, évidemment en raison (ici quelques mots indéchiffrables) du scandale qu'il regarde comme une attaque personnelle. Il parle avec mépris du président et du gouvernement français à l'exception de Briand. Il voit parfaitement à travers la politique de l'Angleterre. Il ne prévoit pas une catastrophe complète pour la France, il voit dans la guerre une lutte pour l'existence de la part de l'Angleterre. Quoiqu'il se soit exprimé en termes indécents sur la politique maladroite de la Wilhelmstrasse, il a déclaré que les atrocités allemandes avaient à peine changé l'orientation politique. Caillaux a bien accueilli des politesses indirectes de ma part. Il a montré une entière prudence, sachant que le gouvernement français le faisait surveiller même ici. Il nous met en

garde contre les éloges excessifs qu'on lui accorde dans nos journaux, surtout dans la Neue Freie Presse. Il désire, d'autre part, que l'arrangement méditerranéen et marocain soit critiqué par nous.

Nos éloges enlagent sa situation en France. Il craint à Paris le sort de Jaurès. Signé : BERNSTORFF.

2. N° 202. — Attaché naval à l'état-major de l'Amirauté La Havane me télégraphie :

Octroi (?) Rio-de-Janeiro télégraphie : Le steamer Araguaya a quitté Buenos-Aires le 30 janvier, capitaine transportant des papiers importants. Capture très désirable Caillaux à bord. En cas de capture Caillaux devrait être traité d'une façon discrète avec confidentialité et considération. Pouvez-vous informer nos croiseurs ? Signé : BERNSTORFF.

6 juin 1917. — Censure allemande a fait parvenir ce qui suit à la presse allemande : Pour raisons politiques on est prié de façon urgente : ne rien écrire sur l'ancien premier ministre français Caillaux, son nom ne doit être mentionné en aucune circonstance. (Radio.)

Les documents communiqués au gouvernement français

WASHINGTON, 16 janvier. — Le département d'Etat annonce qu'il a communiqué au gouvernement français le texte des télégrammes envoyés par le comte Bernstorff à Berlin et qui, probablement, ont motivé l'arrestation de M. Caillaux. (Radio.)

M. JOSEPH CAILLAUX DANS SA CELLULE

M. Joseph Caillaux s'étant plaint du manque de confort de la cellule n° 17, certaines améliorations de régime, compatibles avec le règlement de la prison, ont été autorisées.

L'ancien président du Conseil a pu faire venir une chaise cannelée, un fauteuil et un « tub ». Pour remédier au froid — M. Caillaux étant très frileux — l'administration a fait installer un radiateur électrique.

Dans la matinée, M. Caillaux a reçu la visite de l'expert-comptable Doyen, commis pour établir le bilan exact de sa fortune. Le directeur des services de l'administration pénitentiaire au ministère de la Justice est venu dans l'après-midi visiter les cellules des prisonniers « de marque ».

Il a autorisé M. Caillaux à utiliser les services d'un « auxiliaire » — un condamné — qui sera chargé de nettoyer la cellule et de faire le lit.

L'ancien président du Conseil a consacré une partie de cette seconde journée de détention à la rédaction d'un long mémoire destiné à ses défenseurs.

Dans un « pneumatique » qu'il lui a adressé, M. Caillaux exhorte sa femme à la patience et au courage et, « fort de sa conscience, lui renouvelle l'expression de son entière confiance dans la prompt solution de son affaire ».

Une protestation de M. Landry

M. Adolphe Landry, député de la Corse, a tenu à protester, dès hier, au sujet d'une dépêche d'Italie, que nous reproduisons d'autre part, mentionnant l'emploi que comptait faire à Paris M. Caillaux de deux régiments corses, au moment d'un coup d'Etat.

M. Landry a déclaré ce projet absolument

insensé et a tenu à affirmer qu'il doutait même qu'il ait pu jamais être conçu.

Les défenseurs de M. Paul Comby

Comme à son habitude M^{re} Camille Comby, père de l'inculpé, s'est rendu hier après-midi au Palais. Ses confrères, qui le tiennent en haute estime, l'entouraient et le confortaient de leur mieux, pour lui prouver qu'ils ne le rendaient aucunement solidaire de son fils, qui jouissait, il faut l'avouer, d'une réputation douteuse. Rappelons en passant que M^{re} Camille Comby a servi, pendant plusieurs mois au Grand-Palais, comme infirmier volontaire et qu'il a rempli ces fonctions avec un si grand dévouement qu'il a mérité la médaille des épidémies.

On devine, en observant l'attitude de l'avocat, que celui-ci met toute son énergie à ne pas paraître douter de l'innocence de son fils.

Personne d'ailleurs n'ose lui parler de l'arrestation de celui-ci, mais M^{re} Camille Comby, très dignement, prend la parole et nous présente M^{re} Thiéblin qui, dit-il, a bien voulu accepter de défendre avec lui M^{re} Paul Comby.

Dans l'après-midi, les deux avocats ont eu un long entretien avec l'inculpé.

Le capitaine Ladoux dépose

Hier matin, le lieutenant Jousselin a recueilli la déposition du capitaine Ladoux, ancien sous-chef du 2^e bureau des renseignements. Nous croyons savoir que le témoin s'est expliqué sur ses relations avec M. Paul Comby, qui lui aurait demandé de lui confier diverses missions à l'étranger.

L'ANNULATION DES EMPRUNTS CONTRACTES PAR LA RUSSIE

Le conseil supérieur des biens nationaux de Russie, ainsi que nous l'avons dit hier, a élaboré un projet de décret annulant tous les emprunts nationaux émis par les gouvernements impérial et bourgeois.

Ce télégramme, d'origine bolchevique, était destiné, sans nul doute, à jeter la perturbation sur les marchés financiers des pays alliés et neutres.

Il ressort des renseignements qui nous ont été fournis par de hautes personnalités du monde financier que la panique escomptée ne s'est pas produite. Les porteurs de fonds russes s'attendaient, paraît-il, depuis plus de deux mois, à la mauvaise nouvelle. Aussi le marché sur les valeurs russes était-il nul ou à peu près. Chacun en a pris son parti et a décidé d'attendre.

— Il convient de ne pas s'alarmer, nous déclare un agent de change. Les valeurs industrielles russes continuent à être de bonnes valeurs. Pour la plupart, si le paiement

des coupons a été suspendu, c'est uniquement en raison des difficultés du change. Quant aux rentes russes, c'est-à-dire aux fonds d'Etat, leurs coupons continueront d'être payés tant que les banques chargées de ces paiements disposeront des provisions nécessaires. Le jour où elles seront épuisées, il ne faudra pas, néanmoins, s'affoler. Les exemples ne manquent pas de valeurs d'Etat qui ont repris un cours élevé, et dont tous les coupons arriérés, etc., etc., etc., ont été payés. Le jour où les charges financières de l'emprunteur ont cessé d'exister. Souvenez-vous des fonds cubains, portugais, argentins, etc. Or, un Etat de l'importance de la Russie ne fait pas faillite. L'Allemagne cherche à réaliser un coup de Bourse sur l'ensemble des valeurs russes. Après les avoir anéanties, elle les rachèterait à un prix ridicule et les ferait remonter à sa guise. Il appartient aux Français et aux Alliés de déjouer cette ruse grossière et d'agir en conséquence. — E. CH.

L'ANNEXIONNISME TRIOMPHE EN ALLEMAGNE

La crise politique paraît résolue par un compromis.

La crise allemande paraît s'être résolue, au moins provisoirement, par un compromis. Mais, comme l'écrivait la Gazette de Francfort, c'est un compromis dans l'équilibre.

Sans doute, il n'y a pas de changements ministériels. Le chancelier reste, ainsi que ses collaborateurs. Mais que la motion votée le 19 juillet par le Reichstag soit abandonnée, il n'y a pas à en douter. L'attitude des députés allemands à Brest-Litovsk est significative à cet égard. D'ailleurs la majorité qui avait voté cette motion n'existe plus. Le comte Hertling en a détaché notamment tout le grand parti du Centre, ce qui était le principal service qu'on attendait de lui en l'appelant au plus haut poste de l'empire.

Le résultat de la violente campagne des pangermanistes et de la menace de coup d'Etat apportée par le parti militaire, c'est, pour le moment, d'avoir rendu le gouvernement impérial plus exigeant pour ses conditions de paix. Peut-être aussi les annexionnistes ont-ils voulu empêcher de nouvelles offres d'entrée en conversation qui eussent été faites par l'Allemagne à la suite du message de M. Wilson. Le comte Reventlow proteste, en effet, avec fureur, contre ce qu'il appelle la tendance à la réconciliation avec les puissances anglo-saxonnes. Et l'on sait que M. de Kühlmann passait pour incarner cette tendance.

En tout cas l'action exercée par l'état-major et par les pangermanistes sur le gouvernement impérial est certaine. Les instructions des députés allemands à Brest-Litovsk et les négociations s'en sont ressenties aussi.

Une dépêche officielle du Korr-Bureau de Vienne annonce qu'une nouvelle conférence a eu lieu à la commission des affaires territoriales et politiques, celle qui doit précisément régler les problèmes d'évacuation et d'annexion. Or, l'interprète de la chancellerie viennoise convient que cette séance entre les députés russes et les députés de la Quadruplice a laissé paraître de « profondes divergences ». La note a beau ajouter que, malgré cela, « on a pu, sur certains points, arriver à un accord », l'aveu subsiste.

Cependant la Bavière vient d'envoyer un de ses ministres à Brest-Litovsk. M. de Podewils ne serait-il pas chargé de faire la liaison entre l'Allemagne et l'Autriche ? C'est un rôle que la Bavière a assumé bien des fois depuis la guerre. Et il est certain que l'intransigence de Berlin déplaît à Vienne, où l'on en est resté aux formules du comte Czernin sur la conciliation. — J. B.

Vers la Haute Cour

Lundi prochain, nous l'avons dit, aura lieu la séance de constitution de la Haute Cour. Les sénateurs qui le désireront pourront se recuser, lors de l'appel nominal.

On renverra à huitaine l'audition du réquisitoire de M. Mérillon qui sera lu en séance publique, en présence de M. Malvy et de son avocat, M^{re} Bourdillon.

Pour faciliter les communications, et afin que le siège du président soit au niveau de celui de ses assesseurs et du parquet général, la tribune présidentielle devra être enlevée pendant les séances de la cour de justice.

L'affaire Humbert-Lenoir-Desouches ira à la justice militaire

Le dossier de l'instruction ouverte contre MM. Charles Humbert, Lenoir et Desouches, sous l'inculpation de commerce avec l'ennemi, a été transmis au Parquet du procureur de la République par le juge Drioux, en vue de son dessaisissement au profit de la justice militaire.

Hier après-midi, M. Drioux a entendu, dans la plainte Pierre Lenoir, M. Rénier, administrateur de la Société parisienne de publicité, rue Chauchat, qui assista aux assemblées constitutives de la société le Journal.

LA PUBLICITÉ EST UNE SCIENCE

Plus que jamais, la publicité devra être utilisée par nos commerçants, qui apprendront sans doute avec intérêt que « l'Atlas », la seule revue technique de publicité paraisant en France, vient de faire paraître son troisième numéro de guerre en attendant la reprise de sa publication régulière et mensuelle. Le numéro : 1 franc ; « l'Atlas », 3 rue Geoffroy-Marie, Paris.

LA GRIPPE

est Guérie

rapidement



par l'emploi du

VIN DE VIAL

Son heureuse composition

Quina, Viande Lacto-Phosphate de Chaux

en fait le plus puissant des fortifiants.

Convient aux Convalescents, Vieillards, Femmes, Enfants et toutes personnes débiles et délicates.

DANS TOUTES PHARMACIES

